

Brevet

Titre légal accordé par un Etat ou un groupe d'Etats dans un office régional de brevets (OAPI, ARIPO) pour son seul territoire, assurant un monopole pour une durée limitée (en général 20 ans) pour la production, la vente et l'importation d'une invention sur le territoire national. Il s'agit d'un droit de propriété intellectuelle sur une invention, qu'il s'agisse d'un produit ou d'un procédé susceptible d'application industrielle. Une fois la durée limitée passée, l'invention "tombe dans le domaine public" et est exploitable par quiconque sans autorisation.

Médicament breveté

Médicament fabriqué et vendu exclusivement par le laboratoire qui en détient le brevet, commercialisé sous un nom de marque. Les premiers brevets d'anti-rétroviraux de première génération tomberont en 2007, les troisièmes générations en 2013.

Brevet de produit vs de procédé

Dans le secteur pharmaceutique, on peut breveter un procédé d'obtention d'une molécule, mais aussi la molécule elle-même. Il est donc possible de bloquer toute commercialisation de cette molécule, même si elle est obtenue grâce à un nouveau procédé.

Médicament générique

1) Copie d'un médicament original, rendue possible par la chute du brevet initial dans le domaine public à la fin de la période légale de protection ou parce qu'il n'a jamais été protégé par un brevet. Il est alors possible de le produire et de le consommer sous sa dénomination commune internationale (DCI, qui correspond au nom chimique de la molécule) à un prix inférieur à celui du médicament de marque.

2) Médicament commercialisé en dehors d'un monopole de brevet. Lorsque le brevet n'est pas déposé dans un pays, on trouve des copies du médicament, couramment qualifiées de médicament générique, même si elles peuvent parfois bénéficier d'un nom de marque.

Médicaments essentiels**Définition de l'OMS, dans OMS(2002)**

«Les médicaments essentiels sont ceux qui satisfont aux besoins prioritaires de la population en matière de soins de santé. Ils sont choisis compte tenu de leur intérêt en santé publique, des données sur leur efficacité et leur innocuité, et de leur coût/efficacité par rapport à d'autres médicaments. Les médicaments essentiels ont pour but d'être disponibles à tout moment dans le cadre de systèmes de santé fonctionnels, en quantité suffisante, sous une forme appropriée, avec une qualité assurée, accompagnés d'une information adéquate et à un prix accessible pour les individus et les communautés. (...) C'est à chaque pays qu'il incombe de déterminer quels sont exactement les médicaments qu'il considère comme essentiels.» (OMS(2002). Il existe depuis 1997 une liste modèle, élaborée et révisée régulièrement par l'OMS (*Model List of Essential Drugs* pour guider l'élaboration de ces listes nationales. Notons toutefois qu'il existe des médicaments considérés comme essentiels du point de vue de la santé, mais qui sont exclus de la liste de l'OMS à cause de leur coût élevé, comme les rétroviraux, par exemple.

Importations parallèles (de médicaments)

Importations de médicaments brevetés auprès d'un pays tiers (qui n'a pas de laboratoire producteur, par exemple) à un prix plus bas que celui concédé par les compagnies pharmaceutiques à certains pays. Il s'agit d'importations qui ont lieu dans le cadre de l'épuisement des droits: après une première mise en circulation licite d'un produit breveté dans un pays, toute importation de ce produit dans un autre pays (dans lequel il est également breveté) est possible, même sans le consentement du titulaire. Ces importations ne sont pas autorisées dans les pays qui ne reconnaissent pas la théorie de l'épuisement des droits, dans lesquels seul le titulaire a le droit d'importer le produit breveté. Notons qu'au sein de l'Union Européenne, les importations parallèles sont largement utilisées et considérées comme une manière efficace de réduire les prix. Par contre, le gouvernement américain adopte depuis la création de l'OMC en 1995 une position agressive contre ces importations.

Licence volontaire

Autorisation pour la production, la vente et l'importation d'un produit accordée par le détenteur du brevet à une entreprise ou un gouvernement. Il s'agit d'une sorte de contrat négocié qui peut inclure une obligation (comme le versement d'une somme discrétionnaire pour l'achat de la licence, par exemple).

Licence obligatoire

Procédure administrative légale, incluse dans les accords ADPIC, par laquelle un gouvernement émet d'office une licence (autorisation) d'exploitation d'un brevet. L'autorité judiciaire ou administrative autorise ainsi la production, la vente et l'importation d'un produit sans la permission du détenteur du brevet. Ainsi, en situation d'urgence, un état peut fabriquer un produit sans respecter le droit ordinaire des brevets. Lors de la Déclaration de Doha, on a proposé que les situations d'urgence de santé publique fassent partie de ces exceptions, mais l'élaboration d'une liste de maladies qualifiées d'urgence reste problématique. De plus, ces exceptions ne s'appliquent qu'aux pays qui ont la capacité de produire des génériques et le sort de nombreux pays ayant de gros besoins en médicaments, mais aucune capacité de production reste problématique. Notons enfin que les Etats-Unis et l'Union Européenne correspondent aux deux régions du monde émettant le plus de licences obligatoires.